

Depuis 1962, la guerre musulmane se poursuit... en France



Cette islamisation forcée que, depuis plus de 53 ans, connaît la France, nous inquiète tous, nous, Français de confession chrétienne ou juive, ou athées, nés dans ce pays qui abrite nos racines depuis des siècles.

Il est évident – les preuves nous sont fournies chaque jour – que la complicité de nos dirigeants, toutes classes politiques confondues, a favorisé cette mutation qui persiste à se développer contre vents et marées, contre l'avis du peuple, lequel se sent démuni, trahi par les plus hautes instances du pays.

Cependant, nous savons que cette trahison n'est pas une première dans le genre.

Les Français européens, qu'ils soient métropolitains, des ex-colonies ou des DOM-TOM, peuvent – doivent – faire un retour en arrière sur cette cinquantaine d'années pour retrouver ces trahisons dans les mêmes agissements, les mêmes complicités qui ont défavorisé les Français de souche au profit des mahométans.

A l'heure où nous sommes, la France n'est plus que l'ombre d'elle-même. Son industrie, que l'on dit en déclin, est définitivement inexistante mais ils se refusent à l'avouer. Son agriculture agonise. La pêche est moribonde. Reste son Administration et ses fonctionnaires – toujours trop nombreux, comme seule source d'emploi à peu près fiable.

Oui, la France est dans le déclin et les Français non fonctionnaires en sont réduits à vivre au jour le jour, avec l'angoisse de la perte de l'emploi éventuelle qui les rejeterait au rang de chômeurs donc, au rang de la précarité, de la pauvreté.

Il est facile, pour nos politiques, de rejeter la faute de cette déchéance sur la conjoncture économique mondiale. Nous savons très bien qu'il n'en est rien et que la mauvaise gestion de leur part nous a conduits à cette situation.

Et cette gestion dure depuis plus de 53 ans, c'est-à-dire, depuis l'époque où elle a abandonné ses colonies et renoncé à ses protectorats en Afrique.

En « libérant » ces pays africains et subsahariens qu'elle occupait, elle s'est engagée à en recevoir et héberger leurs ressortissants qui le désiraient, accompagnés de leurs descendances directes et indirectes.

Venus du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de Centrafrique, de Djibouti, de Madagascar, de Tunisie, du Maroc et d'ailleurs

encore, la France généreuse et protectrice a accueilli, à bras ouverts, ces familles qui refusaient de vivre dans leurs pays devenus indépendants et gérés par leurs semblables.

Et, bien sûr, les Algériens.

Ils sont, de loin, les plus nombreux à avoir émigré de leur pays indépendant, acceptant mal de ne plus être protégés, bichonnés, nourris, par la France. Ce sont quelque huit millions d'Algériens qui résident actuellement dans notre pays. Binationalaux pour la plupart, ils ont le cœur en Algérie et le porte-monnaie en France.

Nous parlerons plus loin de ces chefs de la révolution qui ont acquis, entre autre chez nous, de nombreux biens immobiliers luxueux.

Nous allons développer les raisons pour lesquelles ces Algériens, combattants pour « leur liberté » au prix du sang, durant huit longues années, se sont empressés de se mettre à l'abri dans le giron de la France – l'occupant – comme ils appellent les Français, depuis 1962.

Alors que la France n'était encore pas sortie de la seconde guerre mondiale, en mai 1945, les européens ont subi leur première attaque aux cris de Djihad !

La sauvagerie des crimes qu'ils subirent de la part de ces arabes musulmans prouvait que 100 ans de civilisation occidentale n'avaient eu aucun effet sur leurs mœurs. S'est ensuivie une répression légitime de la part de l'armée française qui a voulu protéger les européens vivant dans les environs de Sétif.

Nous ne nous étendrons pas sur le nombre des victimes, égorgées, mutilées, pour les européens, fusillées pour les musulmans.

Nous dirons, simplement, que, fidèles à leurs habitudes, les musulmans ont multiplié par centaines de mille le nombre de leurs victimes et que l'Etat français, parfaitement au

courant, n'a jamais rectifié officiellement ces mensonges. Mieux, même, elle a laissé se propager ces rumeurs qui accusent la France de « génocide », pas moins ! Faisant, de ces terroristes, de « pauvres musulmans », des victimes de la France.

Vous aurez fait, nous en sommes persuadés, le parallèle avec les « attentats d'aujourd'hui » qui victimisent les terroristes et condamnent les victimes.

Mais, cela ne s'est pas arrêté là. En fait, cela ne faisait que commencer.

Les autorités françaises ont très bien compris, dès lors, que cette insurrection allait se poursuivre. Et que ces cris de Djihad ! annonçaient une guerre de religion et non pas une guerre d'indépendance. Dar el Islam.

Nous dirons que, depuis 1945, l'Etat français connaît parfaitement les intentions des arabes musulmans d'Algérie mais que, peut-être, la France d'alors, trop occupée à panser ses blessures, n'a pas pris la mesure du danger qui la guettait.

Lorsqu'en novembre 1954, aidés par l'Egypte, les Frères musulmans, la Tunisie et le Maroc, les Algériens se sont à nouveau livrés aux tueries et aux massacres d'européens. Ils étaient beaucoup mieux structurés qu'en 1945.

Immédiatement, ils ont été soutenus, en France, par les communistes, les chrétiens, les bien-pensants, les intellectuels de gauche, les célébrités en mal de célébrité... Comme le sont aujourd'hui, les musulmans en France, rien n'a changé, rassurez-vous !

Quand nous sommes ulcérés par les manifestations des No Border, des antifas, des pro-immigration, partout, nous devons penser aux « Maquis rouges » communistes d'alors, au manifeste des 121 ou à la notion de liberté traduite par Jean-Paul Sartre en ces mots :

« Car, en le premier temps de la révolte, il faut tuer : abattre un Européen c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé : restent un homme mort et un homme libre ; le survivant, pour la première fois, sent un sol national sous la plante de ses pieds. »

Non, rien n'a changé.

Pendant les quatre premières années, l'armée française a damé le pion aux terroristes. Elle a réussi à gagner cette guerre sur le terrain et l'on ne compte plus les morts qu'il y eut des deux côtés, civils et militaires. Avions-nous gagné la paix ?

C'était compter sans la venue de De Gaulle au pouvoir. Nous étions en mai 1958.

Au fallacieux prétexte que l'Algérie française coûtait trop cher à la France, cet homme a décidé, seul, de donner cette contrée d'Afrique du Nord aux terroristes musulmans.

Comme certains européens et musulmans profrançais n'acceptaient pas de voir leur terre abandonnée aux égorgeurs, avec l'aide de généraux français fut créée la résistance qui se donna pour nom : Organisation Armée Secrète.

Et cette dernière devint, de facto, l'ennemi public n°1 de l'Etat français dirigé par De Gaulle.

Toutes les polices, l'armée, les barbouzes, les mercenaires, furent engagés pour combattre ces résistants – de la dernière heure, il faut le dire ! – qui avaient eu le tort de s'élever contre le Pouvoir.

Bien pis, il y eut collusion entre l'armée française, le FLN et l'ALN pour combattre ces résistants. Nous avons les preuves de ce que nous avançons.

Y voyez-vous là, une différence avec ce que nous subissons,

aujourd'hui ?

Toutes ces associations de défense des musulmans, antiracistes et autres supercherries, financées par l'Etat, ne vivent que pour nous déposséder de notre Nation.

De simples manifestations voient les forces de police réagir comme si nous étions des terroristes lourdement armés.

Si nous avions pris les armes pour contester l'islamisation de notre pays, nous aurions eu, face à nous, les mêmes hommes que le Pouvoir avait envoyés en Algérie. Nul doute en cela n'est permis.

C'est l'Etat qui décide. Et nous n'avons pas le droit de nous exprimer contre ses décisions. Mais, aujourd'hui, le Pouvoir a, à ses côtés, un allié supplémentaire. Et un allié de taille ! La magistrature.

Il y a différentes façons d'affaiblir la résistance. Puisque nous n'avons pas utilisé d'armes, elle nous traque, sans merci, pour des mots, pour des photos, pour nos opinions, pour nos idées ou pour nos suspicions d'idées ou d'opinions. Elle nous musèle physiquement, moralement et pécuniairement. Elle est la meilleure alliée de l'Etat. Dans un seul but : privilégier les musulmans. Les Intouchables.

Nous ne pouvons pas dissocier les agissements de l'Etat depuis plus de cinquante ans, des agissements de l'Etat en 1958. Le Français n'existe pas, n'existe plus. Il faut laisser la place aux musulmans. Et cela fait 58 ans que ça dure.

De toutes ces communautés arabo-musulmanes vivant en France, les Algériens sont, de loin, les plus nombreux et les plus virulents. Certes, aujourd'hui, nous avons la preuve que des Marocains ou des Tunisiens sont, aussi, devenus des terroristes. Mais nous ne pouvons ignorer :

Que les attentats, des plus anciens aux plus récents, commis sur le territoire français, sont l'œuvre des Algériens vivant

en France,

Que ces deux pays, Algérie-France, sont étroitement liés, tant politiquement qu'économiquement et que leurs relations sont, on ne peut plus, incestueuses,

Qu'il y a une ingérence de la France en Algérie et, réciproquement, ingérence de l'Algérie en France,

Que, vraisemblablement, selon des accords qui ont dû être déterminés au moment de son abandon par la France, nous avons été liés à ce pays, à notre insu,

Et que ce n'est certainement pas à notre avantage que ces accords auront été faits, victimisation oblige,

La position de l'Etat français, quel qu'ait été le président du moment, a toujours été favorable aux arabes musulmans. Depuis De Gaulle, nous subissons une politique arabe de la France qui favorise ceux-là au détriment des nationaux,

Reste que, depuis maintenant 58 ans, l'islamisation de notre pays s'est construite sans que nous n'ayons eu le moindre soupçon,

Et qu'il aura fallu la situation économique qui nous frappe de plein fouet pour nous insurger contre l'immigration et, par là-même, contre la montée de l'islamisation – voire de l'islamisme, qui a pris racine pendant que nous dormions sur nos deux oreilles.

Danièle Lopez